

## Audience avec le rectorat de Créteil, 17 mai 2022

Mesdames, Messieurs,

Cela devient un rituel.

Année après année, nous apprenons que notre lycée, nos élèves, nous-mêmes, avons perdu un encore de la DHG.

Année après année, nous obtenons une audience et nous entendons un discours convenu :

- « la décision sera prise ultérieurement »,
- « les moyens sont limités et il faut répartir l'existant »,
- « l'offre de votre lycée est trop riche et trop diversifiée »,
- « vous devez faire des choix ».

Année après année, nous obtenons peu, très peu, trop peu.

Et ce peu disparaît l'année suivante, et le cycle recommence en mode dégradé.

Entretemps nous nous efforçons de prendre sur nous pour faire avec, malgré la démoralisation que suscite le fait de ne plus offrir à nos élèves ce qu'ils et elles méritent. Etre empêchés de travailler correctement par sa hiérarchie, ça pèse, ça use.

Mais cette année, un seuil est atteint. Ce n'est plus du « dégraissage », c'est de l'amputation.

Nos élèves et nous subissons déjà une réforme qui conduit à des fonctionnements absurdes, avec des programmes intenable faute d'heures-élèves en rapport avec les contenus pléthoriques, avec des dates d'épreuves de bac irréalistes, avec un éclatement des classes qui isole nos élèves et désorganise les équipes pédagogiques...

Et maintenant, nous n'avons plus même de quoi financer les maigres aménagements en termes de groupes à effectifs réduits qui rendaient cette situation supportable. Nous n'avons plus de quoi proposer les options qui nous permettent de garder des élèves susceptibles de partir vers le privé ou, quoi qu'on prétende sur la carte scolaire, vers Paris.

Alors nous ne voulons plus jouer le jeu. Pour nous, ce n'est pas un jeu. C'est notre vie professionnelles, c'est l'avenir de nos élèves, c'est notre responsabilité envers eux.

Nous refusons de gérer la pénurie décidée par d'autres au détriment nos élèves. Nous ne voulons plus être complices de la destruction en cours de l'école publique. Le sens de notre engagement en tant que fonctionnaires d'État, en tant que cadres de la fonction publique, c'est de défendre l'institution au service de ses usagers et usagers, pas de la démanteler pièce par pièce.

Notre demande, celle des parents, celles des élèves, c'est que notre lycée ait les moyens de fonctionner. Faute de pouvoir faire entendre ces revendications au pied du rectorat, nos collègues, les parents d'élèves mobilisés et aussi des jeunes inquiets de leur avenir et de celui de leurs successeurs dans nos murs manifestent devant le lycée.

Nous avons l'habitude de ne pas être réellement entendus.

Entendez-les.